

J'ESTIME ÊTRE VICTIME DE CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES (VIOLENCES, HARCÈLEMENTS, ...)

| Que puis-je faire ? | Pourquoi le faire ? | En vue de quoi ? |
|--|--|--|
| En parler à mon entourage | Ne pas m'isoler | Etre soutenu pour faire face à la situation |
| Prendre contact, s'ils existent, avec les représentants du personnel dans l'entreprise | Parce qu'ils ont une compétence légale pour intervenir dans le domaine de la prévention des risques, notamment sur le sujet de la santé mentale des travailleurs | Appuyer ma démarche et participer à l'enquête qui peut s'ensuivre |
| En aviser mon employeur, éventuellement par écrit, avec possibilité de copie à l'inspection du travail ou à la CARSAT | Parce que l'employeur, en tant que décideur, est le responsable juridique de ce qui se passe dans l'établissement | Afin qu'il fasse une déclaration d'accident du travail et qu'il prenne toute disposition pour faire cesser le problème |
| Prendre contact avec le médecin du travail | Pour qu'il m'apporte tout soutien médical nécessaire, constate l'impact sur ma santé, et fasse des préconisations à mon employeur | Contribuer à rétablir des conditions de travail normales et/ou compatibles avec mon état de santé |
| En parler à mon médecin traitant | Pour qu'il m'apporte tout soutien médical nécessaire et constate l'impact sur ma santé | M'aider par ses prescriptions ou conseils, et m'orienter si besoin vers un médecin spécialiste |
| Prendre contact avec un service d'information, services d'information des DREETS, FNATH, ... | Pour qu'il me renseigne sur mes droits et me conseille sur les démarches à suivre | Connaître et préserver mes droits |
| Prendre contact avec l'inspection du travail et ou la CARSAT | Pour qu'elle déclenche, par une intervention dans l'entreprise, si elle estime justifiée, une enquête sur la situation décrite | M'aider à rétablir des conditions normales de travail et/ou à faire valoir mes droits |
| Contacteur une association de victimes, une organisation syndicale de salariés et/ou un service d'assistantes sociales | Pour me soutenir et m'aider dans mes démarches | Bénéficier de leur structure et de leur expérience |
| Contacteur un avocat | Pour me conseiller et m'aider, le cas échéant, à constituer juridiquement mon dossier | Obtenir une meilleure efficacité de mon action judiciaire pénale et/ou civile et faire valoir mes droits et ceux de ma famille |
| Déposer plainte (police, gendarmerie, ou auprès du Procureur de la République) | Pour signaler la situation à l'extérieur de l'entreprise et faire diligenter une enquête | Faire reconnaître mes droits, et réclamer réparation, et/ou faire condamner l'auteur des actes dénoncés |

Le numéro national d'aide aux victimes
08 842 846 37 / 08 VICTIMES
 du lundi au vendredi de 9h à 21h - Week-end de 10h à 17h



Je dois éviter de démissionner afin de ne pas me retrouver privé de mes droits ; si cependant j'ai déjà démissionné en raison de cette situation, je peux porter plainte, saisir le conseil des prud'hommes pour faire requalifier la rupture de mon contrat de travail, ou encore demander aux Assédics de bien vouloir reconnaître ma démission comme légitime en application du protocole UNEDIC n° 14 du 19 février 2009 (dans ce cas précis un dépôt de plainte auprès du procureur de la République est indispensable).



J'ai le droit de déclarer moi-même comme accident du travail les faits que je dénonce et qui ont porté atteinte à ma santé, dans les deux ans qui suivent l'événement, en envoyant un courrier à la CPAM de mon domicile accompagné de mon certificat médical initial OU je peux déposer une demande de reconnaissance de maladie à caractère professionnel par courrier à la CPAM de mon domicile.

J'AI CONNAISSANCE DE MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL

| Que puis-je faire ? | Pourquoi le faire ? | En vue de quoi ? |
|--|--|--|
| Prendre contact, s'ils existent, avec les représentants du personnel dans l'entreprise | Pour qu'ils sollicitent l'employeur directement, fassent appel au médecin du travail, à la CARSAT, à l'inspection du travail, évoquent ces problèmes en réunion, exercent leur droit d'alerte, recourent à un expert extérieur | Caractériser la réalité du problème et inciter à trouver des solutions dans le cadre d'une action de prévention |
| En aviser mon employeur, éventuellement par écrit | Parce que l'employeur, en tant que décideur, est le responsable juridique de ce qui se passe dans l'établissement | Afin qu'il procède à une enquête et prenne toute disposition pour faire cesser le problème |
| Prendre contact avec le médecin du travail | Pour lui signaler les faits, afin qu'il apporte son expertise médicale et technique sur ce problème, et fasse des préconisations à l'employeur | Contribuer à analyser et solutionner le problème |
| Prendre contact avec l'inspection du travail et/ou la CARSAT | Pour qu'elle déclenche, si elle la juge justifiée, une enquête sur les faits dont je l'aurais informée | Contribuer à comprendre le problème et rétablir des conditions de travail normales et/ou à faire valoir mes droits |

JE SUIS TÉMOIN DE OU CONFRONTÉ À UN ACTE GRAVE (HARCÈLEMENT SEXUEL, AGRESSION, TENTATIVE DE SUICIDE...)

| Que puis-je faire ? | Pourquoi le faire ? | En vue de quoi ? |
|--|--|--|
| Informers les représentants du personnel dans l'entreprise | Pour qu'ils s'assurent que l'acte a bien été déclaré en accident du travail et pour permettre de déclencher une action de prévention | Lancer une action de prévention dans l'entreprise destinée à éviter la réitération des faits |
| Informers mon employeur | Parce que l'employeur, en tant que décideur, est le responsable juridique de ce qui se passe dans l'établissement | Afin qu'il procède à une enquête et prenne toute disposition pour faire cesser le problème |
| Prendre contact avec le médecin du travail | Pour lui signaler les faits, afin qu'il apporte son expertise médicale et technique sur ce problème, et fasse des préconisations à l'employeur | Contribuer à analyser et solutionner le problème |
| Prendre contact avec l'inspection du travail et/ou la CARSAT | Pour qu'elle déclenche, si elle la juge justifiée, une enquête sur les faits dont je l'aurais informée | Contribuer à solutionner le problème et rétablir des conditions de travail normales |

- ➔ Si je suis collègue de la victime ou témoin de l'acte, cela n'est pas anodin et peut avoir un impact psychologique, immédiat ou à plus long terme, qui peut être déclaré en accident du travail. Je ne dois pas hésiter à accepter le soutien des autres, ni à demander un soutien psychologique auprès de l'entreprise ou du médecin du travail.
- ➔ Pour apporter un éclairage sur les circonstances entourant l'acte ou la victime, je peux être entendu dans le cadre d'une enquête.
- ➔ La plainte ou l'information de ces événements auprès de l'inspection du travail sera toujours traitée comme confidentielle et l'identité du salarié ne sera pas dévoilée sans son consentement.



CONTACTS ET RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

| Structure | Adresse | Contacts |
|---|--|---|
| Les unités départementales de la DREETS des 5 départements normands | Evreux, Dieppe, Le Havre et Rouen Alençon, Cherbourg et Hérouville Saint Clair | Inspection du travail (sur RDV) Coordonnées sur le site de la DREETS Normandie https://normandie.dreets.gouv.fr/Contacter-l-inspection-du-travail-18426 Services de renseignements (sans RDV) 0806 000 126 |
| Le service prévention de la CARSAT Normandie | Caen, Rouen | prevention.rouen@carsat-normandie.fr prevention.caen@carsat-normandie.fr |
| L'ARACT | Haute-Normandie 108 avenue de Bretagne 76100 Rouen Basse-Normandie Parc Athéna - Immeuble Paséo 12 rue Ferdinand Buisson 14280 Saint Contest | 02 32 81 56 40 02 31 46 13 90 |
| Le médecin du Travail du Service de Prévention et de Santé au Travail auquel adhère l'entreprise. | | |

| Les associations de victimes référencées par le Ministère de la Justice en région | | | |
|--|--|--|--|
| Aide aux Victimes par la Réparation et l'Entraide (AVRE 76) 168, rue Maréchal Joffre 76600 Le Havre Tél : 02 35 21 76 76 | Associations d'Aide aux Victimes et d'Information sur les Problèmes Pénaux (AVIPP) 1, rue Guillaume Le Conquérant 76000 Rouen - Tél : 02 35 70 10 20 avipp@wanadoo.fr | ACJM de Coutances (siège) 18, rue de l'écluse Chette BP 405 - 50204 Coutances Tél : 02 33 19 05 87 acjm.siege@wanadoo.fr | ACJM de Coutances à Caen Tél : 02 31 35 67 10 acjm.caen@wanadoo.fr |
| <div>Le numéro national d'aide aux victimes 08 842 846 37 / 08 VICTIMES du lundi au vendredi de 9h à 21h - Week-end de 10h à 17h</div> <div>Violence Femmes Info, 3919, 24h/24, 7jours/7</div> | | | |
| DIS Dieppe Informations Services 13, rue de la République 76200 Dieppe Tél : 02 35 82 01 19 | AVDE-ACJE 22, rue Joliot Curie 27033 Evreux Tél : 02 32 23 15 16 | ACJM de Coutances à Alençon Tél : 02 33 32 20 00 acjm.alencon@wanadoo.fr | ACJM de Coutances à Cherbourg Tél : 02 33 78 98 49 acjm.cherbourg@wanadoo.fr |
| Autres contacts | | | |
| Le délégué local du défenseur des droits : www.defenseurdesdroits.fr | | | |
| Les unions locales et départementales des organisations syndicales de salariés | | | |

| Brochures utiles en libre téléchargement sur internet | Sites internet | |
|---|---|--|
| Comment agir en prévention INRS : ED 6349 RPS | Prévenir des RPS Et si vous faisiez appel à un consultant INRS : ED 6070 RPS Comment choisir un consultant guide DGT | Institut national de recherche et de sécurité (INRS) www.inrs.fr |
| Dépister les risques psychosociaux. Des indicateurs pour vous guider INRS : ED 6012 | Des outils pour évaluer les facteurs de risque INRS : ED 6403, ED 6139 | Ministère chargé du travail www.travail.gouv.fr https://normandie.dreets.gouv.fr/ CARSAT NORMANDIE www.carsat-normandie.fr |
| Démarche d'enquête paritaire du CSE concernant les suicides ou les tentative de suicide INRS : ED 6125 | Faire le point RPS INRS : Outil 37 et 42 | www.souffrance-et-travail.com |